

# Les stocks publics, pierre d'achoppement des négociations commerciales agricoles

20 mars 2024

Alors que l'agriculture figurait à l'agenda de la 13<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, fin février, l'*Institute for Agriculture & Trade Policy* (IATP) revient, dans un *Policy Brief*, sur les stocks publics agricoles. Ce sujet est d'autant plus prégnant que les réserves mondiales de céréales sont les plus faibles depuis dix ans.

Au début des années 2000, les stocks publics ont été dénoncés par les États-Unis et le groupe de Cairn, comme soutien direct à la production générateur de distorsions de concurrence sur les marchés internationaux. À la suite de la crise financière de 2008, les « pays en développement », particulièrement ceux dépendant des importations, ont milité pour un assouplissement des contraintes liées à la comptabilisation des stocks. Une « clause de paix temporaire » a été négociée à Bali en 2014, exemptant de poursuites les principaux détenteurs de stocks publics, dont la Chine et l'Inde, au titre de leur sécurité alimentaire. Depuis lors, les discussions sont dans l'impasse, les points de vue des États-Unis et de l'Inde paraissant difficiles à concilier dans l'immédiat.

Source : [\*Institute for Agriculture & Trade Policy\*](#)